

Baisse du revenu agricole en 2013 plus forte que prévue

La Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale s'est tenue le 1er juillet et a confirmé ses prévisions de décembre 2013 : le revenu agricole a baissé de 22,3 % entre 2012 et 2013. Le secteur des productions de grandes cultures a connu des baisses de revenu particulièrement fortes, de même que les élevages de porcins et de volailles.

Contact : Didier CARAES

Un mot de méthodologie

L'indicateur de revenu présenté dans ce document est le Revenu Courant Avant Impôts (RCAI). C'est le solde des ressources d'une exploitation (productions et subventions) et de toutes ses charges (consommations intermédiaires, amortissements, charges salariales, intérêts, fermages et assurances) et peut s'interpréter comme le résultat net de l'activité, disponible pour la rémunération du travail des exploitants et co-exploitants, le remboursement d'emprunts et l'investissement. Rapporté au nombre d'actifs non-salariés (UTANS), c'est un indicateur moyen : 27 900 € pour l'année 2013. Le RCAI est calculé par le service statistique du Ministère de l'Agriculture (Service de la Statistique et de la Prospective, SSP).

Baisse du revenu agricole en 2013

Selon les évaluations du SSP, **le RCAI par UTANS baisserait de - 22,3 % entre 2012 et 2013**. Ce recul s'explique par la forte baisse des prix pour les produits de grandes cultures et les œufs et qui n'est pas compensée au niveau global, par la relative bonne tenue des prix des autres produits agricoles. A cela s'ajoute que tous les agriculteurs ont subi la hausse des prix des intrants. Les éleveurs ont été particulièrement touchés par cette hausse. En 2013, les revenus de toutes les orientations animales sont à la baisse, avec un net recul pour les élevages de porcins et de volailles. Pour les orientations végétales, le recul des COP est frappant tandis que la viticulture et l'arboriculture connaissent une année 2013 plutôt bonne.

Quant aux producteurs de légumes, ils subissent une baisse de leur revenu. Sur le plan territorial, en dépit des mauvais résultats du secteur des grandes cultures en 2013, les régions spécialisées dans ces productions connaissent des revenus agricoles supérieurs à la moyenne nationale. En revanche, les régions où prédomine l'élevage extensif de bovins, comme le Limousin, dégagent toujours des revenus agricoles inférieurs à la moyenne.

Investissement et productivité

Poursuivant leurs efforts d'investissements des dernières années, les agriculteurs ont continué d'investir en 2013 mais moins qu'en 2011 et 2012. C'est là, une tendance de long terme qui est à l'origine des gains de productivité remarquables de l'agriculture mais aussi d'un endettement qui progresse au fil des années.

Commerce extérieur agroalimentaire : toujours un excédent

Chaque année, les chiffres du commerce extérieur agroalimentaire montrent que l'agriculture française reste performante sur les marchés mondiaux. En 2013, l'excédent commercial de l'agriculture française atteint 11,5 milliards d'€. C'est un résultat d'autant plus remarquable que le commerce extérieur national est, structurellement déficitaire.

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

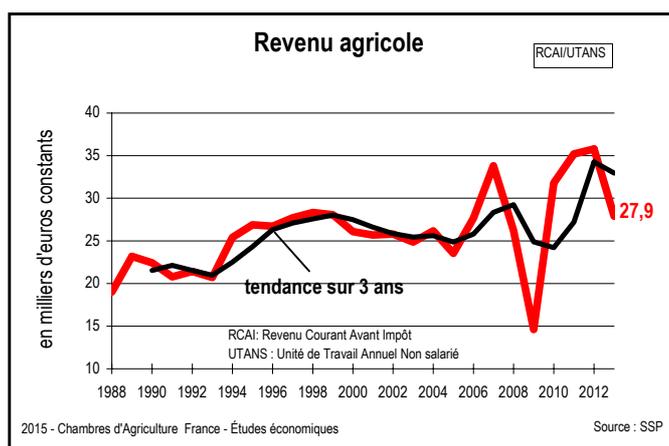
9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email : accueil@apca.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr

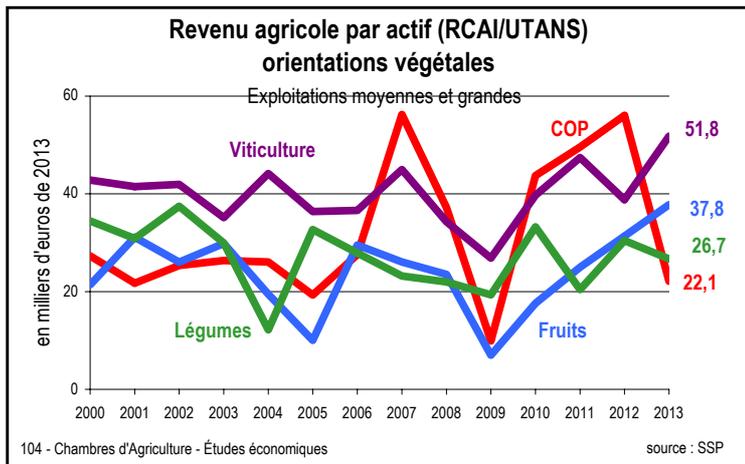
Avec la participation financière du CasDAR



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

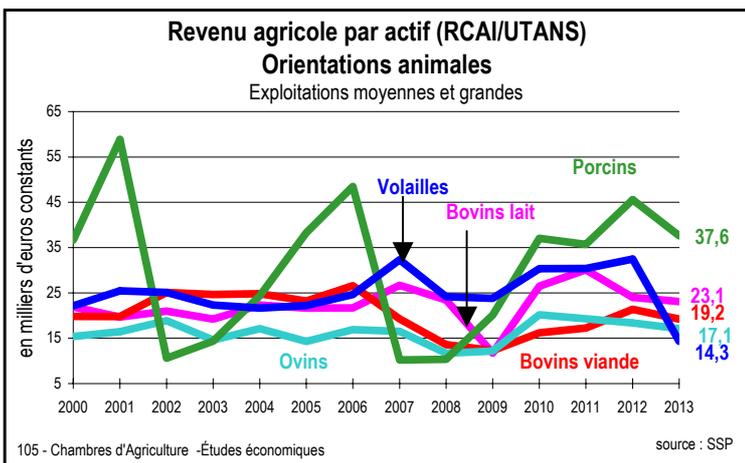


Orientations végétales : fort recul du revenu des producteurs de céréales



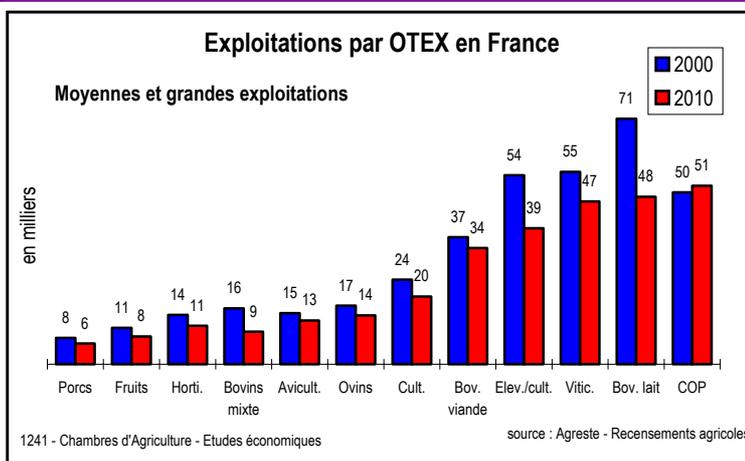
Depuis une dizaine d'années, les producteurs de céréales connaissent des variations inter-annuelles de revenu particulièrement fortes et la baisse de 2013 s'inscrit dans cette économie heurtée. La viticulture et l'arboriculture enregistrent une hausse de revenu mais on soulignera que les arboriculteurs avaient atteint un point critique en 2009 avec un revenu d'activité inférieur à 10 000 € annuels.

Orientations animales : baisse prononcée du revenu des éleveurs de porcins et de volailles



Les baisses de revenu sont fortes en 2013 dans les élevages de porcins et de volailles (en particulier pour les producteurs d'œufs). Les éleveurs de bovins pour la viande et d'ovins subissent une baisse de revenu et restent à des niveaux inférieurs à la moyenne nationale. Les éleveurs laitiers connaissent une deuxième année consécutive de baisse de revenu ; en 2013, la hausse du prix des produits laitiers n'aura pas compensé la progression des charges d'intrants.

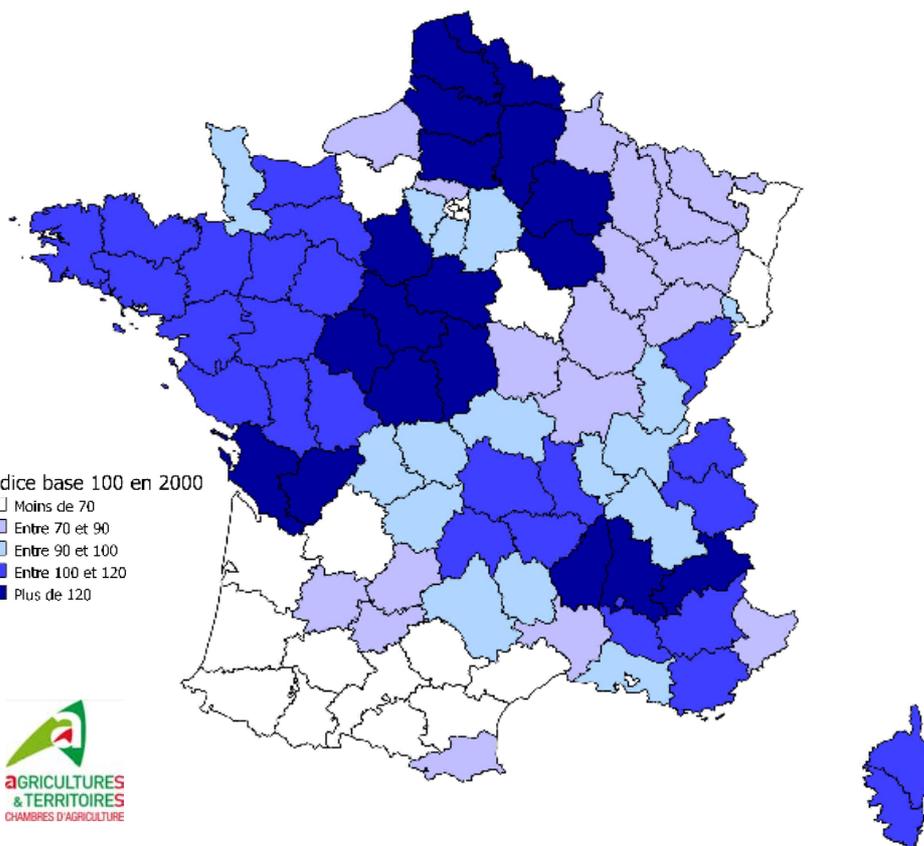
Forte baisse du nombre d'exploitations laitières entre 2000 et 2010



Lors du Recensement de l'agriculture de 2000, l'élevage laitier représentait le secteur d'activité où les exploitations étaient les plus nombreuses. Dix ans plus tard, les éleveurs laitiers étaient dépassés en nombre par les producteurs spécialisés en COP.

Baisse de revenu de long terme pour 15 départements métropolitains

Taux de variation du RCAI/UTANS, 2000 - 2013, source : SSP

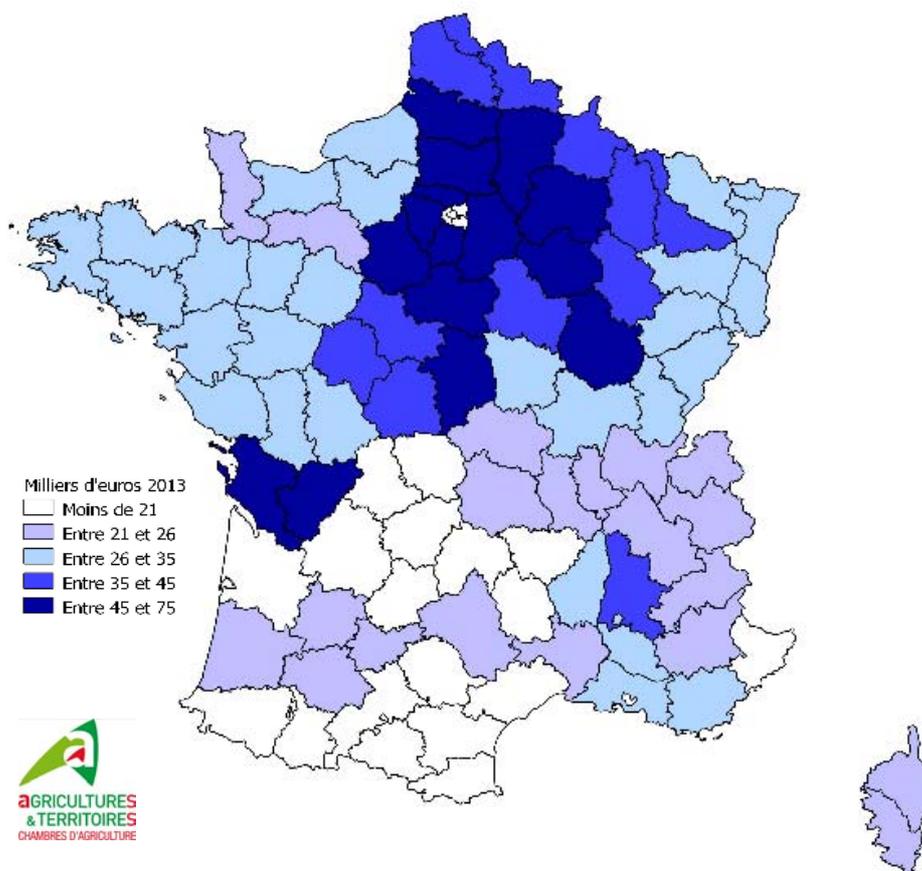


Entre 2000 et 2013, quinze départements ont connu une forte érosion de leur revenu agricole moyen : en Aquitaine (difficulté dans le vignoble), en Alsace, en Languedoc-Roussillon (arboriculture et viticulture sous tension) et dans l'Eure et l'Yonne.

Dans les régions d'élevage de l'ouest (Bretagne, Normandie, Pays de Loire), les revenus progressent de même que dans les régions où prédominent les grandes cultures (Centre, Picardie).

Des revenus faibles dans les régions d'élevage extensif

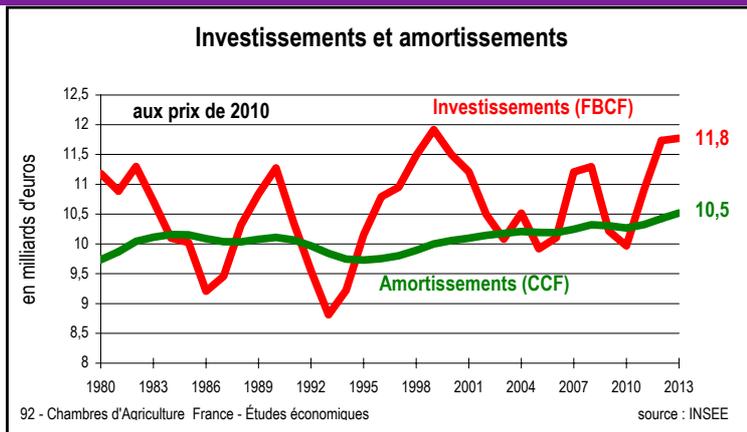
RCAI / UTANS (en milliers d'€)- source : SSP



La carte départementale des niveaux de revenu est assez différente de celle des taux de croissance. Les départements du sud et de l'ouest du Massif central (Limousin, Sud Auvergne) enregistrent des niveaux de revenu parmi les plus faibles du territoire métropolitain.

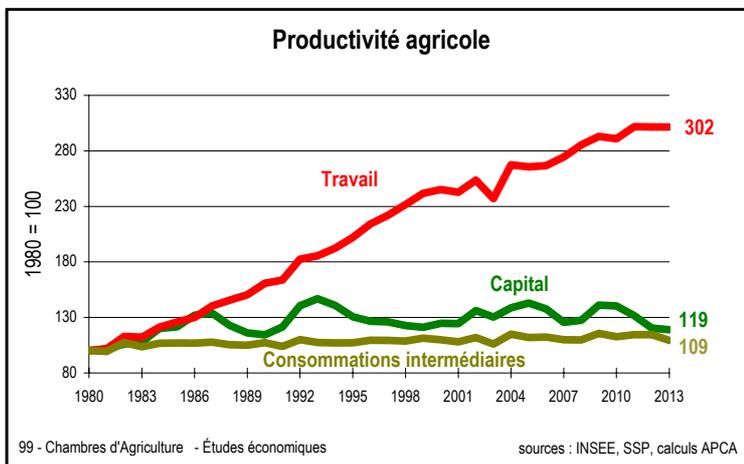
A l'opposé, pour les départements où les grandes cultures sont dominantes, les revenus sont plutôt élevés. L'élevage laitier de l'ouest et de l'est se positionnent entre ces deux niveaux opposés de revenu.

Investissements : stabilisation à un haut niveau



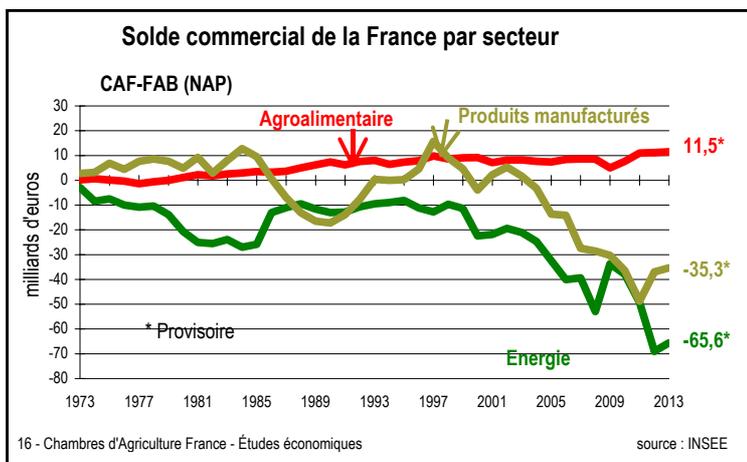
L'investissement des exploitations agricole est cyclique et en 2013, on atteint sans doute le sommet d'une phase de croissance. A moyen terme, au-delà des oscillations, on voit que depuis la moitié de la décennie 2000, les investissements sont sur un trend haussier, favorisés par les disponibilités de trésorerie des années où le revenu agricole était élevé.

La productivité agricole est toujours au rendez-vous



Grâce aux efforts d'investissements des chefs d'exploitation, la productivité du travail des agriculteurs ne cesse de progresser, même si elle s'est stabilisée ces deux dernières années. Un agriculteur réalise aujourd'hui l'équivalent de la production (en volume) de trois agriculteurs en 1980.

11,5 milliards d'€ d'excédent agroalimentaire en 2013



Alors que l'économie française est peu performante sur les marchés mondiaux, l'agroalimentaire dégage structurellement un excédent commercial (11,5 milliards d'€ en 2013). Il faut remonter loin dans le temps pour observer un déficit de la balance commerciale agroalimentaire (1976, 1977, 1978)... et encore ce déficit ne dépassait guère un milliard d'€ (€ de 2012).

Exploitations au capital important, endettement élevé, le début de carrière des jeunes agriculteurs est difficile

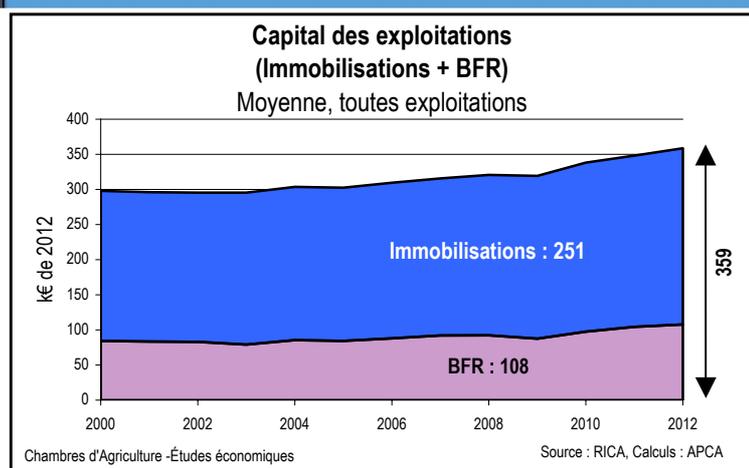
Chaque année, lors de la CCAN de juillet, il est d'usage qu'une étude commanditée par la Commission à l'INSEE, au Ministère de l'Agriculture ou à des organisations agricoles soit présentée. Cette année, l'APCA a été invitée à exposer les travaux qu'elle conduit sur la question du capital des exploitations agricoles et de leur financement, avec un éclairage sur les jeunes. Il apparaît au fil de cette étude que le début de carrière des agriculteurs est exigeant : leurs exploitations sont plus grandes que la moyenne et leur endettement plus élevé.

En 2012, une exploitation agricole mobilisait, en moyenne, un capital productif de 359 000 € (graphique 1). Le capital des exploitations progresse au rythme de leur agrandissement mais individuellement, cela représente un volume financier de plus en plus lourd pour chaque exploitant et co-exploitant (tableau 1). Les chefs d'exploitation de moins de 40 ans mobilisent un capital productif plus important que celui de leurs aînés (graphique 2) et leur endettement est plus élevé chez les jeunes (graphique 3). Avec plus de capital, plus d'endettement, les jeunes agriculteurs débutent leur carrière sous tension. Et cela dans un contexte déjà difficile puisque les agriculteurs sont parmi les indépendants qui mobilisent le plus de capital dans leur activité professionnelle (tableau 2).

Les résultats présentés ci-dessous sont tirés de l'échantillon du RICA (7 400 exploitations en 2012).

**Contacts : Viviane PONS-THEVENOT
Didier CARAES**

Graphique 1 : croissance du capital des exploitations



Depuis le milieu des années 2000, les agriculteurs ont fortement investi ; cela s'est traduit par un accroissement de leur capital dont la valeur moyenne dans l'échantillon du RICA est de 359 000 € en 2012.

On mesure le capital d'une exploitation par la somme de ses immobilisations (foncier, bâtiment, matériel, cheptel et plantation) et de son Besoin de Fonds de Roulement (Stocks et créances clients moins les dettes de court terme). Pour mémoire, le Besoin de Fonds de Roulement représente les dépenses engagées en début d'année pour initier le cycle de production.

Tableau 1 : le poids du capital est de plus en plus lourd pour les exploitants

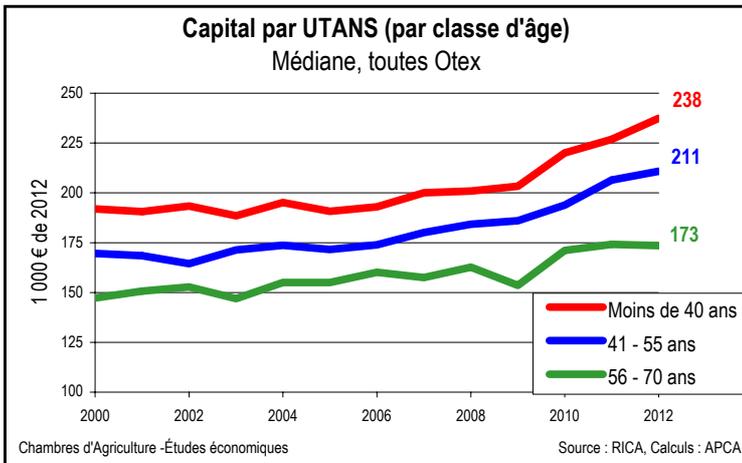
| Moyenne, toutes exploitations | "2001" | "2011" | Taux de variation (en %) |
|-----------------------------------|--------|--------|--------------------------|
| Surface agricole utile (SAU) (ha) | 71 | 86 | 20 |
| Effectifs animaux (UGB) | 74 | 86 | 16 |
| Main d'oeuvre non salariée (UTA) | 1,4 | 1,4 | 0 |
| Capital / SAU (k€ de 2012) | 4 254 | 4 101 | -4 |
| Capital / UGB (k€ de 2012) | 4 200 | 4 186 | 0 |
| Capital / UTANS (k€ de 2012) | 207 | 240 | 16 |

Source : RICA, "200.n." : moyenne triennale centrée sur n

Les exploitations s'agrandissent de manière continue : + 16 % de SAU et + 20 % de cheptel (mesuré par le nombre d'Unité de Gros Bovin, UGB), entre 2000 et 2012. Le capital des exploitations progresse au rythme de leur agrandissement et leurs ratios Capital/SAU et Capital/UGB sont stables à moyen terme. Pour chaque exploitant et co-exploitant, cet agrandissement se traduit par un volume financier de plus en plus lourd à gérer individuellement : 240 000 € par actif non salarié, en moyenne en 2012 contre 207 000 € en 2000.

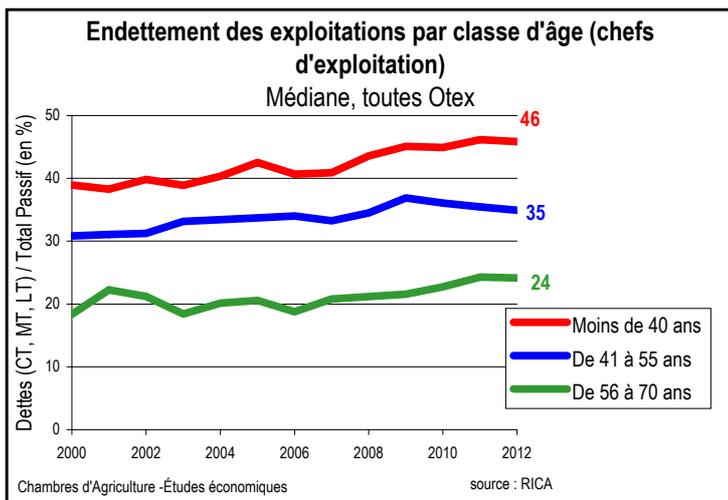
Le tableau ci-contre présente les valeurs moyennes de l'échantillon du RICA ; elles sont plus élevées pour des raisons méthodologiques (sensibilité aux valeurs extrêmes) que les valeurs médianes présentées dans les graphiques ci-après.

Graphique 2 : les moins de 40 ans gèrent un capital plus important que leurs aînés



Qu'ils soient en société ou en entreprise individuelle, les jeunes mobilisent individuellement, un capital de 238 000 € en valeur, en 2012 (médiane de l'échantillon du RICA) ; c'est plus élevé que le capital géré par leurs aînés.

Graphique 3 : endettement élevé chez les moins de 40 ans



L'ensemble des dettes des exploitations (court, moyen et long terme) représente 36 % du passif de leur bilan. Ce taux d'endettement est stable en tendance à moyen terme en dépit de la progression continue des investissements des exploitations. On remarque que la situation des moins de 40 ans est plus compliquée avec un endettement qui progresse et atteint ratio de 46 %, en 2012.